SOCIEDAD - RETOS DE LA ERA DIGITAL

La UE dividida sobre la imposición a (taxation des) los gigantes del internet RFI 29-09-2017

Estonia (L'Estonie) acoge este viernes la primera Cumbre (le sommet) de la Unión Europea dedicada a (consacrée à) la tecnología digital (numérique). En el centro de los debates, cómo hacer que los gigantes de internet paguen más impuestos. Francia y Alemania encabezan el combate, Luxemburgo e Irlanda se oponen.

"El actual sistema impositivo (système de taxes, d'impôts, politique fiscale) ya no (ne...plus) es aplicable, por eso debemos encontrar otra solución", afirma el ministro estonio de Finanzas, Toomas Toniste, cuyo país tiene a su cargo la presidencia rotativa de la Unión Europea (UE). Los 28 estados miembros de la UE tienen cita hoy en Talín, capital de Estonia para discutir de la posibilidad de hacer pagar el impuesto correcto a los gigantes del internet, Google, Apple, Facebook, Amazon, conocidos con el acrónimo GAFA, que se sirven en la actualidad de un sistema fiscal lleno de lagunas para pagar impuestos mínimos.

El desafío (le défi, l'enjeu) es tan grande como complicado de resolver (compliqué à résoudre). Francia, Alemania, Italia y España proponen aplicar un nuevo sistema impositivo basado en la facturación (chiffre d'affaire) generada en cada país donde operan esas transnacionales y no en función de sus beneficios como sucede (se passer) ahora. A mediados de septiembre la Comisión Europea, a través del Comisario de Asuntos económicos, Pierre Moscovisci, subrayó que la UE no quiere excluir "ninguna opción" para hacer que los reyes de la economía digital "paguen un impuesto justo". [...]

La Comisión Europea precisa que el nivel de imposición efectivo de los GAFA es del 9%, mientras que una empresa tradicional paga un 20%. Google beneficia en Europa de una tasa de impuestos que no supera el 1% pese a que acapara 90% del mercado de búsqueda por internet. El eurodiputado holandés Paul Tang, miembro del Grupo de la Alianza Progresista de los Socialistas y Demócratas, demostró en un estudio que Facebook beneficia en Europa de una tasa impositiva comprendida entre 0,03% y 0,1%.

Otros estados miembros de la UE son reacios a (sont réticents à) apoyar la iniciativa de los países más grandes. Dinamarca, Luxemburgo, Malta, Bélgica, Chipre son escépticos ante la propuesta (la proposition) de Francia y sus aliados, prefieren que el problema sea abordado a nivel de la Organización para el Cooperación y el Desarrollo Económico, OCDE.

Toda modificación a las reglas fiscales en Europa necesita de la unanimidad de sus estados miembros. París y sus aliados esperan lograr un acuerdo (parvenir à un accord) en el transcurso del 2018 (courant 2018).

Les GAFA, puissances du troisième type

LE MONDE ECONOMIE | 23.02.2017 | Par Pierre-Yves Gomez (Professeur à l'EM Lyon)

Le ministre danois (danés) des affaires étrangères, Anders Samuelsen, a annoncé, le 26 janvier, la création d'un poste d'« ambassadeur numérique » (embajador digital) dans la Silicon Valley. Bien que le périmètre de cette diplomatie reste à préciser, elle représentera les intérêts du petit pays scandinave auprès des (ante) géants du Web que sont Google, Amazon, Facebook ou Apple (les fameux GAFA).

Depuis des décennies (desde hace decenios/décadas), l'accumulation de capital donne aux grandes entreprises un pouvoir croissant qui est **au cœur des** débats (está en el centro de los debates) et des combats de nos sociétés démocratiques. Il était devenu tel aux Etats-Unis dès la fin du XIXe siècle que le Sherman Antitrust Act de 1890 dut préciser les premières règles contre les monopoles (el monopolio).

Durant la crise des années 1930, la grande entreprise était décriée comme un monstre, un « Frankenstein Incorporated », selon le titre du livre du même nom du juriste américain Isaac Maurice Wormser (1887-1955) publié en 1931. Plus tard, les multinationales ont été considérées comme les bras armés des politiques impérialistes occidentales dans les pays du Sud. Les entreprises de la Silicon Valley écrivent un nouveau chapitre de cette histoire du pouvoir capitaliste (*el poder capitalista*), de sa critique et de ses mutations (*transformación*). [...]

Les GAFA se financent sur les marchés internationaux dont ils aspirent des ressources considérables. Elles leur permettent de développer les technologies qui impactent la manière de vivre (el modo de vida) de toute la planète (el planeta). Ces entreprises n'exportent pas un produit à partir d'une nation, mais façonnent partout leur propre modèle social parce qu'elles contrôlent l'économie de l'information numérique : en accumulant les données privées et en offrant des services, des connexions et des technologies qui structurent la consommation (el consumo), elles interviennent directement sur le comportement des citoyens et sur leur éducation – à la place des Etats.

M. Samuelsen affirme qu'il s'agit de « nouveaux Etats », ce qui est inexact. Les entreprises de la Silicon Valley sont plutôt des objets politiques non identifiés, des « OPNI ». Elles emploient peu de (pocos) salariés (asalariados) (de l'ordre de 300 000 au total), mais elles impactent plusieurs milliards de consommateurs (consumidores); elles paient peu d'impôts grâce à l'optimisation fiscale mais elles assurent une large (amplia) part de l'investissement mondial dans les innovations numériques, ce qui renforce leur influence. Elles construisent la matrice (la matriz, el molde, el paradigma) du futur en élaborant des programmes transnationaux d'intelligence artificielle, de big data ou de transhumanisme.

Les OPNI se présentent tantôt comme de simples (*mero,a*) entreprises au service de notre bien-être (*bienestar*), tantôt comme des avatars de puissances politiques autonomes : « Notre prochain objectif, écrit le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, dans une lettre publiée sur ce réseau le 16 février, sera de développer une infrastructure sociale pour notre communauté – pour soutenir, pour garder notre sécurité, pour informer, pour l'engagement civique et pour l'inclusion de tous. » Un projet de société que le Danemark reconnaît donc.

Sauf à accepter une régression démocratique radicale, on ne peut pas voir apparaître ces OPNI dans l'espace politique sans poser la question de leur dessein. Qui contrôle leur ambition ? Car ces entreprises ne sont pas virtuelles. Elles sont concentrées dans un Etat américain, la Californie.

Comme toutes les communautés humaines, elles s'inscrivent dans des institutions juridiques qui concèdent du pouvoir à ceux qui les dirigent, légitimant ainsi leurs ambitions et leurs intérêts. S'il faut donc prendre au sérieux (tomar en serio) les OPNI, c'est pour élucider le mystère de leur gouvernance : ceux qui les pilotent (pilotar) ne sont pas des extraterrestres.

« Passer de la société de la consommation à la société de la contribution »

usbekerica.com, 30/07/17, Vincent Tardieu

Pierre-Yves Gosset est directeur et délégué général de l'association Framasoft. Après un parcours l'ayant amené à travailler en tant qu'ingénieur pédagogique pour plusieurs universités, ainsi qu'au CNRS, il coordonne aujourd'hui les multiples projets de l'association, et notamment la campagne Dégooglisons Internet, ainsi que le projet CHATONS, auquel Colibris s'associe pour promouvoir les « outils libres » et les « communs ». Pierre-Yves nous décrypte ici les enjeux de ce combat pour changer le monde du numérique (el sector digital) et nos usages (los usos v costumbres).

Quelles sont les principales missions (misión propósito) de Framasoft?

Pierre-Yves Gosset : Depuis plus de 10 ans, nous menons des actions d'éducation populaire pour faire découvrir au plus large public non seulement le logiciel libre (Firefox, VLC, Linux, etc.) mais aussi Wikipédia, les biens communs, le droit d'auteure, etc. Et depuis trois ans, nous sommes surtout connus pour notre campagne « Dégooglisons Internet » qui vise à (destinada a) proposer des alternatives libres, éthiques, décentralisées et solidaires aux services de Google, Apple, Facebook, Amazon ou Microsoft (GAFAM). Ainsi, Framasoft propose plus d'une trentaine de services, tels « Framadate », une alternative au service « Doodle », qui permet de déterminer une date de rendez-vous (la cita) entre plusieurs personnes, ou « Framapad », qui permet de rédiger des documents de façon collaborative en temps réel. La liste complète peut être trouvée sur le site.

Ce mouvement pour le « libre » et les « communs » est mondial : on sent qu'il y a urgence...

Absolument (absolutamente), car les enjeux sont essentiels pour nos modes de vie. Les GAFAM exercent en réalité une triple domination. Pas seulement une domination technique avec le déploiement (el desplieque) de tas de (un montón de) solutions pour l'informatique et Internet, les objets connectés, les voitures autonomes, la robotique, la santé, l'intelligence artificielle, etc. Une domination économique aussi : ce sont les cinq plus grosses capitalisations boursières mondiales, et Google ou Apple disposent chacune de plus de 100 milliards de dollars de trésorerie, ce qui les rend plus puissantes que certains États. Une domination culturelle enfin, puisqu'elles sont aujourd'hui en train de déployer (desplegar) une vision « californienne » (qu'on pourrait qualifier de protestante, blanche, riche, états-unienne, libérale) de ce que doit être le numérique à l'échelle planétaire, influençant largement notre façon de « faire société » - comme le cinéma américain a pu promouvoir « l'American Way of Life » après guerre, mais cette fois d'une façon plus rapide et beaucoup plus efficace.

Autrement dit (dicho de otro modo), ces multinationales sont en train de modeler (fraguar, forjar, moldear) un projet de société à l'échelle de la planète (a escala del planeta), et sans vouloir leur prêter forcément les pires intentions, il convient d'être éveillé et conscients des modèles qu'elles déploient : uberisation, transhumanisme, solutionnisme technologique, intelligence artificielle pour remplacer des emplois, dépendance à quelques acteurs, exploitation des données personnelles, surveillance (vigilancia) généralisée...

En cela, la cohérence entre les objectifs de Colibris pour une société plus écologique et humaniste, avec des citoyens plus autonomes, et les outils (*las herramientas*) utilisés par le mouvement, est importante.

À t'écouter, on se dit qu'au-delà de la diversité des solutions techniques, le « libre » dessine une véritable alternative de société...

Oui, car sans vouloir paraître trop manichéen, ce monopole des GAFAM pose la question du choix du monde dans lequel nous voulons vivre demain : voulons-nous un monde de l'individualisme, du bien privé, de l'action personnelle, de l'intérêt privé ? Ou préférons-nous un monde du bien commun, de l'action collective, de l'intérêt général ?

Le numérique est aujourd'hui présent partout (dans notre téléphone, dans notre télévision, dans notre voiture, nos livres, notre musique, notre ville, nos médias – nuestros medios...). La question de « Qui gère –gestionar- ce numérique ? » est donc centrale. Aujourd'hui, les États veulent en confier la gestion à des entreprises privées, car il s'agit d'un facteur de forte croissance économique. Le logiciel et la culture libre préfèrent l'offrir, sous forme de « communs », aux citoyen·ne·s.

C'est donc en grande partie sur notre capacité à passer de la société de la consommation à la société de la contribution, que la question du libre est relativement primordiale.

Vous venez de (acabar de + inf) donner naissance à (dar luz a) des drôles de chatons... Peux-tu nous les présenter?

Il faut d'abord préciser que Framasoft ne souhaite pas devenir le « Google du libre » : nous nous considérons plutôt comme une AMAP du logiciel (*el software, el programa*) libre, sauf qu'au lieu de fournir des choux, des carottes ou des pommes, nous offrons des services en ligne sans publicité, ni collecte de données personnelles. Logiquement, nous avons souhaité monter un « réseau d'AMAP du libre » : c'est l'objet du Collectif des Hébergeurs Transparents, Ouverts, Neutres et Solidaires (CHATONS). Aujourd'hui, le collectif compte près d'une trentaine de structures, comme par exemple Infini, une association brestoise qui promeut un usage non-commercial ou coopératif d'Internet ou l'association franc-comtoise Zaclys qui propose des services ouverts à tou·te·s gratuitement ou contre adhésion.

De très nombreux utilisateurs·rice·s d'Internet, des moteurs de recherche et d'applications sur les téléphones portables, s'inquiètent à la fois de la sécurisation de leurs données et du flicage sur celles-ci par divers opérateurs. En quoi des outils libres peuvent-ils répondre à ces inquiétudes et qu'est-ce qui permettrait un avenir numérique heureux ?

La particularité d'un outil libre est de rendre public et de partager son « code source », c'est à dire sa recette de cuisine. On sait alors de quoi il est composé, comment il fonctionne, quelles sont les actions déclenchées quand on clique sur tel ou tel bouton, etc. Autrement dit, c'est du logiciel sans OGM. Un exemple : lorsque tu regardes une vidéo dans Windows Media Player (Microsoft), ce dernier envoie des informations à Microsoft à ton insu. C'est une modification apportée au code par Microsoft pour mieux suivre l'usage de son logiciel. Sauf que tu n'as peut-être pas envie de faire savoir que tu

regardes telle ou telle vidéo. Avec VLC, un logiciel libre, les développeurs de ce logiciel libre s'aperçoivent immédiatement qu'un e développeur euse intègre un code de traçage malveillant, et supprimeront celui-ci...

En conséquence, utiliser des outils libres, c'est utiliser des outils de confiance, qui n'ont aucun intérêt économique à collecter vos données personnelles ou exploiter votre intimité pour orienter vos choix de consommation (ou pour les transmettre à des États en mal d'autorité).

Ces valeurs sont-elles largement répandues parmi les geeks?

Mais qui sont les « geeks » ? Je crois qu'ils n'existent pas plus que les « bobos » ! Il s'agit d'une population très hétérogène, composée de nombreuses communautés, qui peuvent avoir des valeurs différentes. Vous pouvez avoir des geeks humanistes, des geeks d'extrême droite, des geeks vegan, etc. Ce que l'on peut dire, en revanche, c'est que les questions de la vie privée (la cuestión de la privacidad) et des libertés à l'ère du numérique sont des points d'attention et de vigilance chez la plupart des personnes sensibilisées et intéressées aux questions numériques. Une immense majorité d'entre nous ne souhaitent pas devenir une espèce d'élite oppressive du futur, avec d'un côté celles et ceux qui savent protéger leur intimité numérique, et celles et ceux qui ne le savent pas. Nous souhaitons que le plus grand nombre de personnes possible puissent avoir la même connaissance du numérique, afin de faire leurs choix de façon éclairée (elegir de forma informada, juiciosa).

La Silicon Valley pirate nos esprits

Courrier International, 08/12/2016

Ce soir de mars, à San Francisco, Tristan Harris prend le badge que lui tend un homme en pyjama appelé "Ourson" et y inscrit son pseudonyme, "Présence".

Ce jeune homme de 32 ans, ancien "philosophe produit" chez Google, vient d'arriver à Unplug SF – une "expérience de désintox numérique" organisée à l'occasion de la Journée nationale de la déconnexion. Il est interdit d'utiliser son vrai nom. Sont également proscrits les horloges, les discussions de boulot et les "appareils mobiles sans fil".

Tristan Harris - menu, cheveux cuivrés et barbe bien taillée - dépose donc son iPhone, un appareil qu'il juge si addictif qu'il le compare à une "machine à sous dans [sa] poche". Je le suis dans une grande salle où près de 400 personnes sont occupées à se maquiller, à faire du coloriage ou à enrouler du fil autour de baguettes. Malgré l'ambiance enjouée digne d'une colonie de vacances, cette manifestation rappelle l'alternative à laquelle sont confrontés les utilisateurs de smartphones, qui, selon une étude, consultent leur appareil 150 fois par jour : soit le téléphone est allumé et ils sont dérangés notifications, par les soit ils sont déconnectés. "Ce 'tout ou rien' n'est pas inéluctable, affirme le jeune ingénieur après avoir jeté un coup d'œil aux ateliers de travaux manuels. C'est un échec de conception."

Tristan Harris est la conscience de la Silicon Valley – ou ce qui s'en approche le plus. Grâce à Time Well Spent [du temps bien dépensé], mouvement dont il est le cofondateur, il tente de faire une place à l'intégrité morale (entereza, rectitud moral) dans la conception des logiciels (el programa). Autrement dit, il veut persuader le secteur du numérique (el sector digital) de nous aider à décrocher plus facilement des appareils

que ce dernier nous vend.

Si certains imputent (*achacar*) notre addiction à nos propres faiblesses, comme un manque de volonté, Tristan Harris, lui, accuse les produits eux-mêmes. Le besoin irrépressible de regarder notre téléphone est une réaction naturelle face à des applis et à des sites conçus pour que nous les consultions le plus souvent possible (*lo más a menudo posible*). [...]

Le secteur d'Internet est comparable à l'industrie du tabac au temps où le lien entre les cigarettes et le cancer n'était pas encore établi : la Silicon Valley donne toujours plus à ses clients, qui sont demandeurs, tout en provoquant des dégâts collatéraux dans leur vie. Tristan Harris offre à la Silicon Valley une chance de se remettre en question avant que des technologies encore plus prenantes, comme la réalité virtuelle, nous poussent au-delà d'un point de non-retour.

Cette idée d'un piratage de la psychologie humaine pourrait sembler paranoïaque si Tristan Harris n'avait pas lui-même été témoin de cette manipulation. [...] Il a étudié l'informatique à Stanford tout en étant stagiaire (estando de prácticas/ siendo pasante) chez Apple, puis s'est inscrit à un master dans la même université, où il a rejoint le Persuasive Technology Lab [laboratoire des technologies persuasives]. Dirigé par le spécialiste de la psychologie expérimentale B. J. Fogg, ce labo a attiré de nombreux entrepreneurs désireux de maîtriser les principes de la "conception comportementale" – un euphémisme qui désigne la conception de programmes qui nous poussent à (incitar a) adopter les habitudes (las costumbres, los hábitos) qu'une entreprise veut créer. (L'un des cofondateurs d'Instagram est un ancien élève du labo.)

Auprès de B. J. Fogg, Tristan Harris a étudié la psychologie des changements comportementaux, et notamment l'application aux internautes des méthodes (los métodos) de dressage canin (adiestramiento canino) comme le "renforcement positif", par exemple. Si vous êtes instantanément récompensé par un "J'aime" dès que vous publiez une photo, vous serez plus enclin à (ser propenso a) le faire quotidiennement, et non plus occasionnellement.

Le jeune homme a appris que les sites et les applis les plus populaires nous fidélisaient (*fidelizar*) en exploitant nos besoins les plus profonds. Quand LinkedIn a été créée, par exemple, la start-up a représenté la taille du réseau de chaque membre par une icône. Cette stratégie faisait appel au désir inné de chacun d'être validé par autrui, et a poussé les internautes à se connecter entre eux.

Tristan Harris a commencé à comprendre que, contrairement à ce qu'affirment de nombreux ingénieurs, les nouvelles technologies n'étaient pas des outils neutres. Il a en outre été troublé par le fait que, sur les dix cours dispensés par B.J. Fogg, un seul abordait les questions d'éthique. Le jeune homme a laissé tomber son master pour lancer une start-up qui installait des pop-ups explicatifs sur des milliers de sites, dont celui du *New York Times*. Il était partagé entre la mission sociale de son entreprise – susciter la curiosité des utilisateurs en mettant les faits à leur disposition – et la pression des éditeurs, qui faisaient tout pour que les internautes passent plus de temps sur leurs sites.

S'il n'a jamais eu recours aux tactiques de persuasion, il s'est toutefois familiarisé avec la façon dont elles sont appliquées. Il en est venu à les voir comme des "techniques de détournement" – l'équivalent numérique de l'ajout de sucre, de sel et de gras dans la malbouffe pour nous pousser à nous goinfrer. McDonald's nous rend accro (engancar, hacer adictos) en exploitant nos préférences pour certaines saveurs; Facebook, Instagram et Twitter font la même chose en nous accordant ce que les psychologues appellent des "récompenses aléatoires".

Comme les messages, les photos et les "J'aime" apparaissent de manière irrégulière, nous vérifions de manière compulsive s'il y en a de nouveaux, sans jamais savoir quand nous recevrons cette gratification qui déclenche un pic de dopamine. (Il a été prouvé qu'accorder des récompenses de manière aléatoire renforçait les comportements désirés de manière rapide et puissante.) Vérifier si une demande d'ami sur Facebook a été acceptée ne prend que quelques secondes, se dit-on. Mais des études ont montré qu'après s'être interrompus, les gens reprennent leur tâche initiale en moyenne vingtcing minutes plus tard. [...]

Les réseaux sociaux satisfont simplement notre appétit pour le divertissement, au même titre que la télévision ou les romans, et que les technologies les plus récentes sont souvent dénigrées simplement parce qu'elles sont nouvelles.

En 2011, Google a racheté l'entreprise de Tristan Harris, qui s'est alors mis à travailler sur l'appli Inbox de Gmail. Un an plus tard, il s'est étonné que personne ne se préoccupe que des fonctions apparemment mineures – comme faire vibrer le téléphone à chaque nouveau courriel - provoquent des milliards d'interruptions. Son équipe a consacré des mois à perfectionner l'esthétique de l'appli pour qu'il soit plus "agréable" de consulter sa messagerie (buzón electrónico). Mais il avait l'impression de passer à côté de l'essentiel: au lieu d'essayer d'améliorer le courriel, pourquoi ne pas se demander comment le courriel pourrait améliorer notre vie?

Six mois après avoir participé au festival Burning Man dans le désert du Nevada – un séjour qui, dit-il, l'a poussé à "[se] réveiller et à interroger [ses] convictions" – il a préparé une présentation en 144 diapositives intitulée "A call to minimize distraction and respect users'attention" [Appel à minimiser les distractions et à respecter l'attention des utilisateurs].

S'il n'a envoyé ce document qu'à dix de ses collègues les plus proches, il n'a pas fallu longtemps pour qu'il se trouve sous les yeux de plus de 5 000 employés de Google, y compris le PDG de l'époque, Larry Page, qui en discuta avec Tristan Harris un an plus tard. Ce dernier est par la suite devenu "philosophe produit", avec pour mission de déterminer comment Google pourrait adopter le design éthique. Mais il s'est, dit-il, heurté à une forte "inertie". De fait, peu de choses ont changé après sa présentation, se souvient Chris Messina, alors ingénieur chez Google: "Beaucoup de gens ont acquiescé, puis la routine a repris le dessus."

Tristan Harris a quitté Google en décembre 2015 pour poursuivre son combat, soutenu par un réseau de sympathisants dont font partie des personnalités comme Sherry Turkle, professeure au Massachusetts Institute of Technology, Scott Heiferman, le PDG de Meetup, Justin Rosenstein, coinventeur du bouton "J'aime", ainsi que des utilisateurs excédés et des employés du secteur inquiets. "Presque toutes les grandes entreprises qui manipulent les utilisateurs s'intéressent à notre travail", résume Joe Edelman, qui dirige des ateliers avec Tristan Harris depuis cinq ans.

Grâce à Time Well Spent, Tristan Harris espère mobiliser des partisans pour mettre en place l'équivalent numérique d'une filière bio : une option pour des valeurs fondamentales qui nous aide à mieux utiliser notre temps, au lieu d'en exiger plus. Pour l'instant, Time Well Spent est plus un porte-drapeau pour sa croisade qu'une véritable organisation. (Le jeune homme en est l'unique employé et finance lui-même le projet.) Il a néanmoins (no obstante) constitué un réseau de bénévoles prêts à s'engager, en partie grâce à ses fréquentes apparitions sur le circuit des grandes conférences - sa vidéo TEDx [mise en ligne en décembre 2014] a été vue plus d'un million de fois.

"Toutes les personnes influentes réfléchissent" à ses idées, assure Tim O'Reilly, fondateur de la maison d'édition O'Reilly Media et pionnier du web. Même B. J. Fogg, qui ne porte plus son Apple Watch parce que les notifications incessantes le fatiguaient, est un fan du jeune homme : *"Il s'est fixé une mission courageuse et difficile."* [...]

Il a beaucoup en commun avec les participants d'Unplug SF. Nombre d'entre eux appartiennent à cette nouvelle classe parmi les élites de la Silicon Valley qui prend conscience des effets secondaires néfastes du secteur. Pour beaucoup d'entrepreneurs, cette révélation est venue avec l'âge, les enfants et la sérénité d'avoir plusieurs millions de dollars à la banque, relève Soren Gordhamer, le créateur de Wisdom 2.0, une série de conférences consacrées à "la présence et l'intention" à l'ère numérique. "Ils se sentent coupables. Ils réalisent qu'ils sont les architectes de ces outils si addictifs." [...]

Quand il intervient dans une conférence, il présente des prototypes de produits qui incarnent les principes du design éthique. Selon lui, la technologie devrait nous aider à fixer des limites. On pourrait ainsi imaginer une boîte de réception qui nous demanderait combien de temps nous voulons consacrer au courriel, puis nous rappellerait poliment que nous avons dépassé notre quota. Votre téléphone pourrait vous signaler que vous l'avez déverrouillé pour la 14e fois en une heure. Gmail pourrait vous proposer un "mode concentration": les nouveaux messages seraient interceptés jusqu'à ce que vous ayez terminé (subordonnée de temps au futur antérieur: SUBJUNTIVO Perfecto Compuesto –passé composé- en español: hasta que hayas terminado »+ « vous » ici à valeur de « on » : se traduit par « tú » de façon courante en espagnol) votre tâche, des interruptions étant possibles en cas d'urgence. [...]

Le principal obstacle à l'adoption par les entreprises du design éthique n'est pas de nature (la índole) technique. Selon l'ingénieur, c'est "une question de volonté". Et sur ce plan, même ses partisans s'inquiètent que la culture de Silicon Valley soit fondamentalement opposée à tout ce qui sape (socavar) l'engagement ou la croissance. Jason Fried, qui dirige Basecamp, un outil (una herramienta) de gestion de projets, depuis 2004, le déplore :

Ce n'est pas ici que les gens veulent ralentir, prendre des décisions délibérées et réfléchir à l'impact de leurs actions sur les autres. Ils veulent ajouter du sucre et du goût pour vous appâter (enganchar, seducir, atraer, embaucar), pour justifier des milliards de dollars de valorisation et des centaines de millions de dollars d'investissement en capital-risque."

À défaut de démanteler l'économie de l'attention, Tristan Harris espère que les entreprises créeront au moins une solution alternative plus saine à la malbouffe numérique. Comme pour les légumes bio, il est possible que la première génération de logiciels labellisés Time Well Spent <u>coûte</u> (es posible que CUESTE –subjuntivo/verbe con diptongo) plus cher, car il faudra (hará falta) compenser le manque à gagner de la publicité. "Seriez-vous prêt à payer 7 dollars par mois pour utiliser une version de Facebook construite entièrement pour vous encourager à vivre votre vie ? interroge-t-il. Je pense que beaucoup de gens répondraient oui."

Payer pour utiliser des services accessibles gratuitement et se déconnecter pendant des jours (ou des heures) est – comme consommer de la viande de bœuf nourri à l'herbe – un luxe que seules les personnes aisées peuvent sans doute se permettre. Ne risque-t-on pas, alors, de stratifier la consommation numérique, seuls certains privilégiés échappant au (que escapan de) piratage (piratería) mental imposé à tous les autres? "Cela crée une nouvelle inégalité, c'est vrai", admet Tristan Harris. Mais, ajoute-t-il, si son mouvement gagne du terrain, il ouvrira la voie à de plus grands changements: ce sera comme pour les produits bio, que l'on trouve maintenant chez Walmart. Pour améliorer le statu quo, il pense qu'il faut amener les internautes à se rebeller contre les manipulations qu'ils subissent, puis créer un mouvement d'opinion favorable à des outils respectant leur volonté.

Si son expérience chez Google l'a convaincu que les utilisateurs doivent exiger des changements pour que ceux-ci se produisent (para que éstos se produzcan), Joe Edelman pense, de son côté, que l'initiative peut venir du secteur : les ingénieurs pourraient finir par avoir des réticences (renuencia, reticencia a) à concevoir des produits contraires à l'éthique, ce qui exposerait les entreprises à une fuite des cerveaux (fuga de cerebros). Plus les utilisateurs prendront conscience des tactiques de persuasion employées par les entreprises du numérique, "moins il sera cool" d'y travailler, prédit-il (« **Cuanto más** se concienci**en** los usuarios de las tácticas persuasivas empleadas por las empresas del sector digital, **menos** molará/ va a molar trabajar en ellas, vaticina »).

Trabajo facultativo: Expresión Personal Escrita (para redactar una opinión *personal*, podéis sacar argumentos de los documentos de este dossier)

MP, PC, PSI, MPSI, PCSI 180 palabras +/-10% (MinesPonts) o 500/600 palabras (ENS X) <u>2ECS1</u> **200** palabras +/-10% (HEC etc.) o **250** palabras + :-10% (Ecricome)

¿Podemos esperar un futuro digital mejor?

AMÉRICA LATINA - MÉXICO CAMINO A (en route vers) LAS ELECCIONES PRESIDENCIALES **DE 2018**

Narco-violence au Mexique

Sud Ouest, 01/10/17

La violence qui gangrène la société mexicaine cause chaque année des milliers de morts et de disparitions (desaparición). Journaliste à « La Jornada », correspondant de l'agence France-Presse, Sergio Ocampo, 62 ans, vient du Guerrero, l'un des Etats mexicains les plus noyautés par les trafiquants de drogue. Représentant une profession martyrisée par les assassinats (asesinato), il détaille les racines (la raíz) de la violence.

Sud Ouest dimanche Le Mexique est un des pays les plus dangereux pour les journalistes. Quelle est l'ampleur (la magnitud) du phénomène?

Sergio Ocampo 103 journalistes ont été assassinés depuis l'an 2000, surtout dans les trois Etats les plus touchés (Veracruz, Chihuahua, Guerrero), et 11 depuis le début de l'année. La mortalité dans notre profession s'inscrit, hélas, dans un climat de violence bien plus large. Sous le mandat du président Felipe Calderón (2006-2012), il y a eu 120 000 morts et 30 000 disparus. Depuis, la situation s'aggrave (ir a más, empeorarse). Dans

^{*}molar= fam. =ser agradable, estupendo (être cool).

^{*}attention au subjonctif présent espagnol pour traduire le futur simple français dans la subordonnée introduite par « cuanto más » ou « cuanto menos »).

mon état du Guerrero (3,4 millions d'habitants), 1500 personnes sont mortes depuis janvier. Acapulco est la ville la plus violente du pays, suivie, en troisième position, par Chilpancingo, la capitale de l'état.

Pourquoi ce pic (repunte) de violence sur la côte du Pacifique ?

Parce qu'elle est, depuis 1990, sur la route du narcotrafic (narcotráfico). La cocaïne colombienne remonte vers les Etats-Unis par voie terrestre ou maritime. Le principal port du Guerrero voit aussi débarquer les amphétamines (anfetaminas) de Chine, qui contribuent à alimenter des labos clandestins, et l'Etat, haut lieu de la production de marijuana (marijuana) –la fameuse « dorée d'Acapulco »- a aussi vu proliférer la culture du pavot (la amapola): le mexicain a la réputation d'être aussi bon que l'afghan. On recense 30 groupes de narcotraficants au Guerrero, 13 dans la seule ville d'Acapulco.

On imagine que ces groupes se font la guerre...

Bien entendu (desde luego, por supuesto, claro). Ils rivalisent (rivalizar, competir) pour le contrôle des territoires et des routes. Pour leurs basses œuvres, ils utilisent des jeunes entre 12 et 25 ans, qui tuent et sont tués. Jusqu'en 2013, le cartel de Chapo Guzmán contrôlait le trafic sur la côte pacifique. Depuis, les cartels s'entre-tuent. Le fait nouveau est que de plus en plus (cada vez más) de femmes sont victimes d'exécutions sommaires et que les enlèvements se multiplient. L'extorsion de fonds via des « enlèvements express » s'accompagne souvent de la mort de l'otage (el rehén), même si la rançon a été versée. Il y a les disparus officiels et les autres, car des familles n'osent même pas évoquer de peur de (por temor a) représailles (represalia). Et la pratique touche même des jeunes et des enfants (niños).

Les investigations sur l'infiltration de l'Etat central et des Etats fédérs par le narcotrafic sont-elles la cause des assassinats de journalistes ?

Nos collègues cherchent en effet à aller au-delà des (*ir más allá de*) faits criminels. Du coup, certains touchent aux intérêts des Etats et des forces armées liés au narcotrafic. Simple anecodte: je suis allé à 70km de la capitale du Guerrero voir ces cultures (*el cultivo*) de pavot dont les Etats demandent la légalisation à des fins médicinales. J'ai demandé à une paysanne (*la campesino*) comment les chargements quittaient les champs. Elle a répondu que des hélicoptères venaient les chercher: des bleus, des verts et des gris. Traduction: ceux de la police fédérale, ceux de l'armée et ceux de la marine nationale! Bon! Quand les journalistes sont menacés, les pouvoirs publics leur reprochent « d'aller trop loin » et de mettre leur vie en danger. De fait, il est dangeureux pour un journaliste mexicain de faire son métier, qu'il soit localier ou travaille pour un média national. Je peux citer des cas que je connais bien: Javier Valdez Cárdenas, correspondant de « La Jornada » dans l'Etat de Sinaloa, a été abattu en avril 2017 devant les locaux où il travaillait. Cecilio Pineda était correspondant d' »El Universal » à Mexico et dénonçait les incursions du narcotrafic dans les villages: il a été assassiné le 2 mars au Guerrero.

La presse peut-elle se protéger ?

Difficilement (difícilmente). Le gouvernement propose d'affecter des policiers locaux à leur protection, mais les collègues ont des doutes car des agents en profitent pour infiltrer les familles et celles-ci se méfient. De plus, il est quasi impossible d'enquêter sur le terrain lorsqu'on est flanqué d'un policier. Le travail de la presse est pourtant indispensable : elle est même devenue un lien entre population et gouvernants à la place des (en lugar de) partis discrédités (desacreditado).

Qu'espèrent les journalistes mexicains?

Que plus de collègues étrangers viennent en reportage car ils se sentent bien seuls. Couvrir les séismes (*el seísmo*), c'est bien, mais il y a aussi des séismes sociaux et il

faudrait (cabría) venir observer la période préélectorale qui approche. Et si ces collègues acceptaient de quitter les grandes villes pour voir ce qu'il se passe dans les villages de la sierra, ils constateraient à quel point les élections sont entachées par (se ven erosionadas/empañadas por) des achats (compras) de voix massifs.

Que se passe-t-il (¿qué ocurre ?/ ¿qué pasa ?) exactement ?

Il y a 53 millions de pauvres (pobres, necesitados, defavorecidos) au Mexique, et le pays compte (registra) 49 groupes différents d'Indiens. Dans les villages, l'analphabétisme est énorme, et dans la mentalité indienne, l'échange de cadeaux (intercambio de regalos) est une pratique courante et appréciée. Qu'il s'agisse d'argent ou de nourriture, il est facile d'rrganiser la fraude (el fraude) en amont d'une (en fases anteriores a, antes de) élection.

Cet état de corruption avancé laisse-t-il un espoir de changement?

Le mal du narcotrafic ronge (cercenar) tous les étages du pouvoir. D'où la difficulté d'y remédier. L'espoir s'appelle peut-être Manuel Andrés López Obrador, « AMLO », qui se présente pour la troisième fois (por tercera vez) au nom du Morena, le Mouvement de Régénération Nationale.

Salario de miseria, viviendas inhabitables y acoso -agression- sexual: jornaleros -ouvrier agricole- en México, la esclavitud del siglo XXI Infobae, Juliana Fregoso, 22 de agosto de 2017

Unos (environ) 7 millones de trabajadores agrícolas sufren una explotación que pone en riesgo su salud y los dejan expuestos a maltratos y secuestros del crimen organizado.

En México la esclavitud se abolió oficialmente en el año 1829 pero, 188 años después, para los casi 7 millones de jornaleros agrícolas las condiciones no han mejorado sustancialmente desde esos tiempos en los que eran vendidos a un amo (maître) al que tenían que obedecer (obéir) por el resto por su vida.

El de los jornaleros es un sector de la sociedad que no tiene un hogar fijo, un ingreso constante y se desarrolla en un círculo del que difícilmente se pueda salir, pues el trabajador del campo se integra muy joven a las labores de la recolección (récolte) de frutas y verduras (*légumes*), en ese entorno se casa, tiene hijos y se desarrolla.

Así los entiende Fidel Sánchez Gabriel, quien desde los 13 años se dedica a esta labor en el Valle de San Quintín, en Baja California, en las cercanías de la frontera con Estados Unidos. Su vida ha transcurrido así, entre la colecta de chile, fresa, zarzamora, arándano. Con pagos por debajo de la ley, sin seguridad social, ni opción de futuro.

Ahora, a los 47 años, junto con un grupo de trabajadores agrícolas ha emprendido una lucha para dignificar (rendre digne, redonner de la dignité à) el trabajo del jornalero en el país. "Un jornalero como yo desconoce (ignorer) sus derechos. Encontrar un trabajo se convierte en un privilegio y llevar unos pesos a la casa hasta es (...c'est même) el gran privilegio.

Fidel cobró fama en 2015, cuando como parte del movimiento de resistencia que iniciaron él y sus compañeros en demanda de pago y condiciones justas de trabajo lanzó una frase que recorrió el país: "Cuando coma (subordonnée au futur simple en français : SUBJONCTIF présent en espagnol: « quand vous mangerez » -usted-) una fresa piense (impératif usted : « pensez ») en el esfuerzo, en el sufrimiento (la souffrance) de un jornalero".

El oficial Instituto Nacional de Estadística en México (INEGI) estima que **de cada** 100 (sur 100) trabajadores agrícolas en el país, 34 no reciben ninguna paga (paye), puede tratarse de niños o mujeres que ayudan al jefe de familia o simplemente de jornaleros que son explotados. Quienes reciben una paga, ganan por hora un estimado de 18.5 pesos la hora (USD 1). Pero como dice Fidel, la mayoría para completar con su cuota de recolección de frutas o verduras tiene que trabajar más de las 8 horas que estipula la ley, sin que reciba un pago extra.

El INEGI señala que el promedio de escolaridad en el sector es de 5.9 años, es decir, **ni siquiera** cumplen con *(ils n'atteignent pas même)* el nivel de educación básica que es de 6 años.

Las condiciones inhumanas de trabajo, vivienda (*logement*) y los malos pagos no son la única preocupación de los trabajadores del campo. En los últimos años se ha sumado el temor a ser secuestrados por las bandas narcos o caer en manos de capataces (*capataz=contremaître*) que sin su consentimiento los trasladan de un lugar a otro o los encierran en campamentos.

Ejemplos **sobran** (*les exemples ne manquent pas*): En junio de 2013, autoridades estatales en Jalisco rescataron a un grupo de 275 trabajadores agrícolas que vivía en condiciones de esclavitud en un campo del municipio de Tolimán. Eran obligados a trabajar para una empresa empacadora de jitomate. En habitaciones de 16 metros vivían 3 familias de dos adultos y tres menores de edad cada una, los baños eran comunales, en los cuartos había chinches (*punaise*), les racionaban el agua, algunos **estaban** enfermos por (à caude de) el alimento (*la nourriture*) en mal estado y la falta de atención médica, quienes intentaban escapar eran atrapados por los capataces y regresados (*renvoyés*) a los campos.

Para las mujeres la situación no es menos difícil, pues los campos no siempre tienen un lugar especial donde puedan dejar a los niños más pequeños ni escuelas para los que ya rebasan los 6 años. Muchas veces tienen que trabajar cargando a los más pequeños en la espalda. Pero lo más difícil es soportar el acoso sexual de los capataces como relata Fidel. "Son las que sufren el acoso sexual de parte de encargados de cuadrillas, supervisores ingenieros. Son las que no reciben los descansos obligatorios durante su embarazo y después del embarazo son las que no pueden darle de comer a sus hijos. Son las que se levantan desde las 2 a 3 de la mañana para preparar la comida los niños que se quedan al cuidado de los hermanitos. Es el grupo más vulnerable", recalca.

La diferencia entre la esclavitud y el trabajo de los jornaleros agrícolas, según Humberto González Chávez, investigador del Centro Universitario de Ciencias Económicas y Administrativas de la Universidad de Guadalajara (UdeG), es que en el pasado quien compraba la persona se hacia cargo de ella hasta su muerte; en cambio, en el caso de los trabajadores del campo no existe una garantía de que vayan a tener alimento o un lugar para dormir. [...]

Mientras el 78.5% de los jornaleros agrícolas en México tienen ingresos por debajo de la línea de bienestar económico y el 50% vive en municipios de alta y muy alta marginación, Fidel afirma que seguirá su lucha aunque sabe que él no verá los resultados, **tampoco** sus hijos (ses enfants **non plus**), pero se conforma con (se contenter de, se conforter avec l'idée que) tener la ilusión de que en algunas décadas pueda mejorar la situación de los trabajadores del campo (la campagne, les champs).

CONFLICTO CATALÁN: EL PELIGRO DEL NACIONALISMO OPINIÓN DE UN HISTORIADOR Y UN ESCRITOR

Democracia v nación

JOSÉ ÁLVAREZ JUNCO (historiador), 24 SEP 2017 el país, tribuna

Tratad de comprender bien la argumentación de este historiador que explica el peligro del nacionalismo en democracia, que explica cómo la legitimación democrática del nacionalismo (reivindicación catalana a expresarse sobre su futuro VS rechazo central de autorizar esto para preservar la nación española) es la serpiente que se muerde la cola (le serpent qui se mord la queue= on tourne en rond, on s'enferme dans un cercle dont on ne peut pas sortir).

« Esta no es una cuestión de nacionalismo, sino de democracia", me decía el amigo que presentaba un manifiesto instando a Rajov a defender la "unidad nacional" con mano dura. Lo mismo, exactamente lo mismo, me podría haber dicho* mi amigo catalán inclinado últimamente hacia el independentismo.

Porque el concepto de democracia solo es sencillo en apariencia, cuando decimos que nosotros, los ciudadanos, el pueblo, somos quienes decidimos (c'est nous, les cityoens, le peuple, qui décidons) el futuro de nuestra comunidad. En la práctica, se reduce a la elección periódica de nuestros gobernantes. Pero hay otras decisiones, mucho más importantes, en las que no intervenimos ni hemos intervenido nunca: la principal, la definición del demos, de ese pueblo, nación o comunidad en el que nos integramos. Esa definición no es algo evidente y racional, sino, muy al contrario, algo emocional, que se da por supuesto (tenir pour acquis). Algo que, lejos de ser el resultado de un debate, meditación y decisión democráticos, nos ha venido dado (littéralement: nous est venu donné: « nous a été donné »), como producto de la historia, de la formación de las unidades políticas, en la que las claves fueron el azar y la violencia guerrera.

Pocas veces se habrá revelado con tanta nitidez (clarté) esta trampa (piège) como en la actual situación catalana. "Democracia" es precisamente la palabra que a un independentista no se le cae de la boca (l'indépendantiste n'a que ce mot -démocratie- à la bouche). Según él, lo que pide es obvio (clair), elemental, en democracia: que el pueblo catalán decida su propio futuro. ¿Por qué se opone "Madrid", no ya a que sean independientes, sino incluso a que se les pregunte si quieren serlo? Porque el sistema político español no es democrático, sigue siendo franquista. "Cualquier país civilizado" —nos refriega –ici, répéter incessamment-, para más INRI –pour couronner le tout, plus encore— reconoce este derecho (la verdad es que ninguno -aucun, pronom- lo reconoce). Y, frente a eso, se siente autorizado para rebelarse, infringir (enfreindre) esa ley española, impuesta por la fuerza, invocando la voluntad del pueblo catalán, fuente de la soberanía legítima.

Alguien que parta de la presunción contraria, es decir, que el demos (el pueblo) es la nación española, usará el mismo razonamiento para llegar a la conclusión opuesta (opposée) : quien decide el futuro de España es el pueblo español (c'est le peuple espagnol qui décide de l'avenir de l'Espagne). Algo que, por cierto, ya hizo en 1978. Quien no reconozca el sistema legal establecido entonces, quien actúe al margen de la Constitución, es, por tanto (donc), un antidemócrata. ¿Cómo podría ser democrática una decisión catalana de separarse de España sin tener en cuenta la voluntad del resto de los españoles?

Por supuesto (bien sûr), el independentista catalán replicaría: « me estás menospreciando (mépriser) y ofendiendo, como siempre. Tú lo que eres es un nacionalista español, que demuestras el poco respeto que me tienes al reducirme a la parte de un conjunto (ensemble) cuya existencia tú te has inventado ».

A este se le podría quizás hacer comprender que su posición también tiene un parti pris previo si se le preguntara por un hipotético referéndum en Cataluña con resultado global favorable a la independencia, pero en el que un territorio (Tarragona, digamos) hubiera votado por permanecer en España: ¿tú aceptarías que ese territorio siguiera siendo español, aunque el resto de Cataluña se volviera independiente? Porque lo democrático, según tú planteas (d'après ton raisonnement), es que (ce qui est démocratique, c'est que...) el futuro de Tarragona sea decidido por los tarraconenses.

A lo cual nuestro independentista contestaría (*répondre*): ah, eso no. Tarragona forma parte de la nación catalana y si Cataluña, como conjunto, decide algo, sus partes deben someterse. En democracia, las minorías se someten a la decisión de las mayorías.

Calcaría, pues (*Attention*, « pues » après le verbe= donc), la respuesta españolista sobre Cataluña. Y podría ofender a los tarraconenses, a quienes niega la posibilidad de declararse nación y deja, por decreto, reducidos a partes de un conjunto al que no se molesta en (ne pas prendre la peine de) preguntarle si quiere pertenecer (appartenir).

En realidad, en cuanto a la definición del demos básico que debe tomar las decisiones, ninguno de los dos es un demócrata. Son nacionalistas primero —al dar por supuesto que su demos existe (*en présupposant, en tenant pour acquis que leur « demos », leur peuple, existe*)— y demócratas después. La existencia de su nación es un dato prejurídico, anterior al inicio del proceso racional de toma de decisiones colectivas que legitiman el sistema legal.

Sin embargo, ese dato previo es enormemente peligroso y destructivo. La fragmentación a la que puede llevar la aplicación estricta del principio de que cada colectividad decide su futuro es infinita. Pues si Tarragona puede también declararse nación, decidir escindirse de (se séparer de) Cataluña y permanecer (rester, demeurer) en España, el municipio tarraconense X o Z, dominado por los independentistas, puede optar por seguir a Cataluña y no a su provincia. ¿Quién podría obligarles, en términos estrictamente democráticos? ¿Quién puede negarles el "derecho a decidir", el derecho a declararse nación?

Nadie puede establecer un mapa nítido e indiscutible de los pueblos o naciones existentes en el mundo. Las identidades se mezclan (se mélangent) en todas partes (partout). Con lo que (de sorte que) el principio de las nacionalidades da lugar a (occasionner) conflictos sin fin.

La combinación entre nación y democracia es, en realidad, explosiva. La democracia es un principio que puede defenderse racionalmente. La nación, no. Es algo afectivo, arraigado en (*qui prend racine dans*) los estratos emocionales más profundos.

Pese a esta incompatibilidad, toda democracia necesita apoyarse en una identidad colectiva, una nación, un demos. Esa colectividad básica para la democracia ni fue decidida racionalmente en su origen ni es posible hacerlo ahora. Y como su definición se apoya en afectos y emociones, y no en datos ni argumentos objetivos, los conflictos sobre lo que sea o no democrático son de imposible solución.

Esta es, pues, una cuestión de sentimientos. Y los sentimientos solo pueden ser respetados, no discutidos (*contestés, débattus*). Es razonable invocar el cumplimiento de la ley y denunciar las incoherencias o imposiciones del otro. Pero no hay que limitarse a

eso; y las leyes deben adaptarse a la realidad social. El 2 de octubre deberíamos sentarnos unos frente a otros, respetándonos e intentando entender nuestras respectivas emociones; y negociando sobre lo único negociable (la seule chose qui soit négociable): poderes, competencias, recursos. Esperemos que, para entonces, no haya habido que (espérons qu'on n'ait pas eu à) lamentar (déplorer) desgracias (malheurs) irreparables.

*podría haber dicho: aurait pu dire.

Remarquez que pour traduire le conditionnel passé du verbe « poder » ou « deber » en espagnol combiné à un autre verbe d'action (ici « decir »), l'espagnol a souvent recours à : condtionnel présent de « poder/deber » + infinitif passé du verbe d'action. Aurait pu/ aurait dû dire=

« Habría podido/ debido decir » OU, très courant : « Podría/ debería haber dicho »

Javier Cercas: « L'indépendantisme catalan est un populisme » LE MONDE | 29.09.2017 Par Javier Cercas (écrivain espagnol)

Étonnant que personne, pour ce que j'en sais, n'ait à ce jour invoqué le philosophe britannique Isaiah Berlin (1909-1997) pour tenter de comprendre ce qu'il se passe ces temps-ci en Catalogne. De fait, le penseur a étudié avec une grande lucidité le nationalisme, et la vision qu'il en a éclaire largement notre situation. Pour Isaiah Berlin, le nationalisme est avant tout une réponse à une attitude de dédain (menosprecio) envers (hacia) les valeurs traditionnelles d'une société, la réaction à une blessure d'orgueil (orgullo herido) et à une humiliation ressentie par ses membres socialement les plus conscients, qui déboucherait, le moment venu, sur la colère et l'affirmation de soi.

Cette blessure infligée au ressenti collectif d'une société n'est pas la condition suffisante du surgissement du nationalisme : cette société doit aussi renfermer un groupe d'individus en quête d'un objet de loyauté ou d'identification, ou d'une base à leur pouvoir, et elle doit se considérer, au moins dans la tête de ses membres les plus sensibles, comme une nation fondée sur quelque dénominateur (denominador) commun, la langue ou l'histoire par exemple, qu'il soit réel ou imaginaire. La blessure collective n'est donc pas une condition (un condicionante) suffisante (suficiente), mais elle est bien (no es... pero sí es...) une condition nécessaire.

Isaiah Berlin recourt souvent à l'exemple du premier nationalisme, le nationalisme allemand, qui germa au XVIIe siècle comme défense de la culture germanique face à l'hégémonie française, pour finir dans une grande explosion de chauvinisme agressif pendant et après l'invasion napoléonienne. Abstraction faite des nombreuses différences entre les deux cas, c'est bien quelque chose de semblable qu'a vécu la Catalogne ces dernières années. Le sentiment national blessé, explique Isaiah Berlin, est comme une branche souple qu'on aurait pliée avec violence et qui, une fois relâchée, cinglerait en retour avec la même fureur. Si le nationalisme catalan n'a presque jamais été violent, nous vivons bien aujourd'hui en Catalogne des temps furieux.

Le franquisme a évidemment infligé une blessure au sentiment national catalan, et une blessure que n'atténue en rien ni le fait que de nombreux Catalans étaient euxmêmes franquistes, ni celui que les Catalans ne furent pas les seuls à se la voir infliger : le franquisme blessa la moitié de l'Espagne, quand il ne la tua pas. La blessure catalane est cependant incontestable : la langue catalane fut réprimée, la culture catalane humiliée et méprisée, les institutions catalanes abolies. En d'autres termes, le franquisme, hypertrophie monstrueuse du nationalisme espagnol, voulut en finir avec le nationalisme catalan.

Mais depuis les années 1950, certains Catalans blessés ont entrepris de construire en réponse au franquisme un discours sur la fierté d'être catalan (*el orgullo de ser catalán*), sur la dignité de la Catalogne, de sa langue, de sa culture et de ses institutions ; au lendemain du franquisme, non seulement ils ont réussi à rendre ce discours dominant, mais ils l'ont hissé jusqu'au pouvoir et à la Generalitat, cette institution qui, depuis 1980, dirige la très autonome région catalane qu'a instaurée la démocratie et qui a permis, notamment, de rendre leur dignité à (*dignificar*, *devolver su dignidad a*) la langue et à la culture catalanes.

La bataille fut rude, noble et légitime, et menée par l'homme le plus décrié de Catalogne depuis qu'en 2014, il a déclaré, probablement pour protéger ses enfants de la justice, qu'il détenait depuis des décennies une fortune à l'étranger. Je parle de Jordi Pujol, président de la Generalitat de 1980 à 2003, qui reste certainement la figure politique catalane la plus déterminante du XXe siècle. Pendant plus de vingt ans de pouvoir incontesté, Jordi Pujol a largement œuvré pour rendre (devolver) leur fierté aux Catalans. Le problème est que, aux mains de ses fils, qu'ils soient biologiques ou spirituels, cette fierté est devenue arrogance, quand elle ne confine pas à la tyrannie.

La manifestation la plus flagrante de cette arrogance n'est autre que le fameux « droit à décider », qui est une aberration politique et morale, un droit inexistant, pourtant érigé en mantra par les indépendantistes catalans. Par ce « droit à décider », il faut comprendre que puisque, sous le franquisme, nous, les Catalans, n'avons pu décider de rien, nous allons maintenant décider de tout, y compris de ce qui touche les Espagnols dans leur ensemble.

De fait, le référendum illégal qu'a convoqué hâtivement la Generalitat pour le 1er octobre n'a pas pour objectif de décider de l'avenir de la Catalogne (dont nous décidons heureusement, nous, Catalans, depuis le début de la démocratie, par le biais des élections municipales, régionales, nationales et européennes), mais de l'avenir de l'Espagne tout entière, qui devrait pourtant relever de la décision de tous les Espagnols, et pas seulement des Catalans.

C'est bien de l'arrogance (arrogancia), voire de la tyrannie, que de décider que nous, Catalans, allons décider au nom de (en nombre de, en aras de) tous les Espagnols, et que dans le cas contraire, nous violerons (infringir, vulnerar) ou tenterons de violer les règles que nous nous sommes fixées ensemble (juntos). C'est bien de l'arrogance, voire de la tyrannie, que de prétendre négocier avec l'Etat espagnol une sortie de l'impasse actuelle sur la base de la devise « Soit le référendum, soit le référendum », forgée par l'actuel président de la Generalitat, Carles Puigdemont – autant dire « Soit je décide, soit je décide ».

Comme l'a théorisé Isaiah Berlin, la branche souple, après avoir été tordue, se redresse, cinglante et furieuse. Nul doute que, depuis qu'à l'été 2012, alimenté par une crise aux effets dévastateurs, l'indépendantisme – jusque-là minoritaire en Catalogne – s'est embrasé brutalement pour devenir la première manifestation du populisme en Espagne, le gouvernement central aurait pu faire bien plus pour canaliser le mécontentement (un mécontentement de grande ampleur, c'est vrai, puisque les indépendantistes ont réuni 47 % des voix aux dernières élections régionales, un score

plus que suffisant pour gouverner au Parlement de Catalogne, mais tout à fait insuffisant pour se lancer dans une entreprise aussi hasardeuse que l'indépendance).

Reste qu'au stade actuel des choses (A estas alturas), avec une Generalitat lancée à fond de train vers le mur de la légalité démocratique, à commencer par la légalité catalane elle-même, il est trop tard pour se demander sur qui va s'abattre en Catalogne la branche cinglante d'Isaiah Berlin ; d'une façon ou d'une autre, elle nous a déjà tous frappés. Tant et si bien que je crains que la seule question que nous puissions encore nous poser, c'est comment limiter les dégâts. Le désastre est complet.

REFERÉNDUM CATALÁN DEL 1° DE OCTUBRE ¿VICTORIA O DERROTA?

Discurso completo del Rey sobre Cataluña

Elpais.com, 05/10/17

https://politica.elpais.com/politica/2017/10/03/actualidad/1507058161 929296.html

Frente a la insurrección, la ley pero no solo la ley

EL PAÍS, 2 OCT 2017, Editorial (fragmentos)

Artículo del país con una postura mitigada, de defensa de Madrid pero que a la par (en même temps) que reprocha los errores (manquements) de cada bandod (camp), y deplora sobre todo la derrota que este conflicto representa para la democracia española.

El Gobierno de la nación por un lado y el de la Generalitat por el otro se apresuraron ayer a cantar victoria (crier victoire) tras la vergonzante (honteuse) jornada que los ciudadanos de Cataluña se vieron obligados a vivir por culpa de la arrogancia xenófoba -en alianza con las fuerzas antisistema- que Carles Puigdemont representa y la absoluta incapacidad de gestión del problema por parte de Mariano Rajoy desde el principio de esta crisis.

Pero lejos de haber ganado ninguno de los que por desgracia ya podemos llamar dos bandos en conflicto, lo de ayer fue una derrota para nuestro país, para los intereses y los derechos de todos los españoles, sean catalanes o de cualquier otro lugar de España, para el destino de nuestra democracia y para la estabilidad y el futuro del sistema de convivencia (vivre ensemble) que hace casi cuarenta años nos dimos a nosotros mismos. Los culpables principales son el presidente de la Generalitat y la presidenta del Parlament. Quede bien claro que en absoluto somos (nous ne sommes pas du tout) equidistantes respecto a las responsabilidades que hay que pedir a quienes causaron ayer este monumental destrozo en nuestra democracia del que tardaremos años en recuperarnos. Los culpables principales son el presidente de la Generalitat y la presidenta del Parlament que hace tiempo pusieron en marcha un proceso destinado a enfrentar a los catalanes entre sí y a Cataluña con el resto de España.

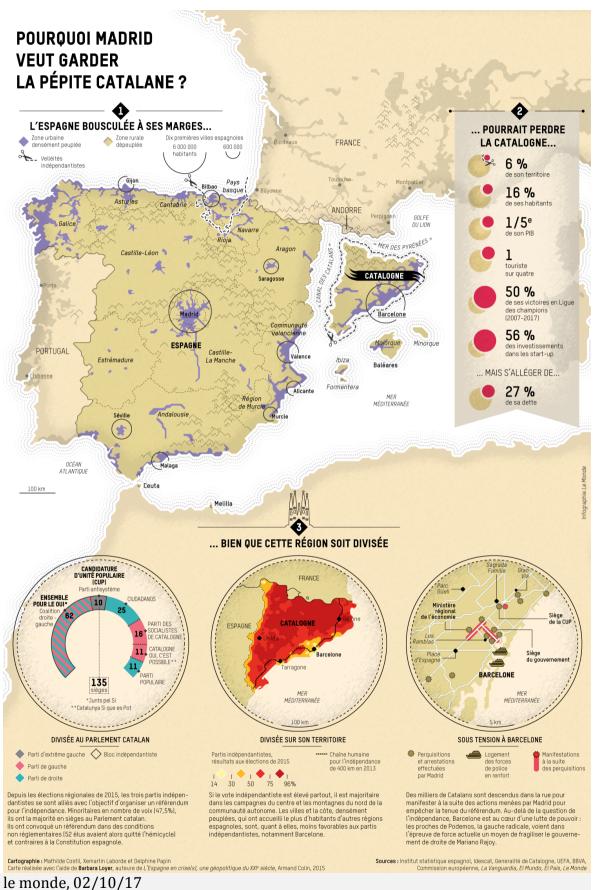
Pero sus flagrantes delitos no pueden justificar la pasividad e impericia (*ici, imprudence, incompétence*) del presidente Rajoy, su reiterada incomparecencia ante la opinión y su medrosa (*timorée, craintive*) delegación de responsabilidades en la Administración de justicia.

Dos afirmaciones recientes del jefe del Gobierno bastan para ilustrar esto que decimos. En primer lugar, la de que nadie podría haber imaginado que las cosas llegarían a este extremo. Y enseguida, de forma reiterada —expresada incluso ayer por el ministro del Interior— la de que la actitud de la Generalitat les está obligando a hacer lo que no querían hacer. Si Rajoy no había imaginado nunca que esto se iba a poner como se ha puesto **debe de** ser porque (hypothèse: cela doit être parce que/ c'est probablement parce que...) desde hace años no lee los periódicos, ni los de Cataluña ni los de Madrid, y no ve la televisión. Se cuentan por cientos, por miles, los artículos y declaraciones de políticos, intelectuales, empresarios, líderes sociales, periodistas y observadores de todo tipo que vienen, desde hace años, por un lado anticipando lo que claramente preparaban los independentistas, y anunciando, por otro, la necesidad de tomar la iniciativa para resolver las cuestiones no resueltas de la organización territorial de España.

En cuanto a lo de verse obligado el Gobierno a hacer lo que no quiere pone de relieve que, en efecto, nunca ha sabido lo que quería y debía hacer a este respecto. Quizás se vea ahora, en cambio, obligado a hacer lo que evidentemente nunca quiso: contribuir a revisar la Constitución, abrazar los principios federales que subyacen en la España de las autonomías y buscar el consenso político necesario que evite la división entre españoles, dramáticamente puesta de manifiesto en los acontecimientos de ayer y los días precedentes. [...] El presidente debe aclarar si tienen un proyecto de futuro, en democracia y convivencia pacífica.

Si el llamado régimen del 78 afronta una crisis de Estado tan grave como la que nos ocupa no es debido principalmente al populismo rampante de los okupas metidos a parlamentarios que pretenden invadir las instituciones para dinamitarlas. Responsabilidad mayor recae sobre los partidos tradicionales y constitucionalistas, incapaces de ponerse de acuerdo en cuestiones de Estado para promover las reformas urgentes y necesarias, enrocado el PSOE en las ambiciones personales de sus dirigentes, y batiéndose a la defensiva el PP, acusado justamente de ser el más corrupto de los partidos que nos ha gobernado. [...]

Hoy toca saber (ce qui nous occupe aujourd'hui, c'est de savoir...) cómo va a seguir enfrentando este descomunal desafío el Gobierno legítimamente elegido por los españoles. Para nada vale que (+ subj. Cela ne sert à rien que) el Gobierno se lamente de que le obligan a hacer lo que no quería. Lo que tiene que aclarar su presidente, si es capaz de ello, es lo que verdaderamente quiere y está dispuesto a hacer para que este país y sus 17 autonomías tengan un proyecto de futuro, en democracia y pacífica convivencia.



EUROPA FRENTE A LA CRISIS CATALANA

Trabajo facultativo: Expresión Personal Escrita (para redactar una opinión personal, podéis sacar argumentos de los documentos cuyos enlaces -liens- vienen aquí abajo)

MP, PC, PSI, MPSI, PCSI **180** palabras +/-10% o **500/600** palabras (ENS X) <u>2ECS1</u> **200** palabras +/-10% (HEC etc.) o 250 palabras +/-10% (Ecricome)

Según usted, ¿es la deriva (dérapage) catalana un asunto europeo?

Indépendance catalane : le dilemme européen

Podcast France Culture, « Culture Mondes », « Table ronde d'actualité internationale » 06/10/17, Florian Delorme

Intervenants: Cyril Trépier, Géographe, spécialiste de la politique espagnole et de l'indépendantisme catalan; Yves Plasseraud, juriste, président du groupement pour les droits des minorités.

https://www.franceculture.fr/emissions/cultures-monde/cultures-monde-vendredi-6-octobre-2017

Catalogne, le silence de l'Europe et le spectre de la souveraineté

latrinune.fr, 06/10/17, Antoine Rayroux

(article également publié sur le site de S. Beucher, professeur de géopolitique 2ECS1).

http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/catalogne-le-silence-de-l-europe-et-le-spectre-de-la-souverainete-753196.html